

Cette démocratie si parfaite...

Attentats de Paris janvier 2015:
après l'émotion quelques éléments pour penser
l'événement en ne perdant pas les repères

Michel Jordan

Cette démocratie si parfaite fabrique elle-même son inconcevable ennemi, le terrorisme. Elle veut, en effet, être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats. L'histoire du terrorisme est écrite par l'État, elle est donc éducative. Les populations spectatrices ne peuvent certes pas tout savoir du terrorisme, mais elles peuvent toujours en savoir assez pour être persuadées que, par rapport à ce terrorisme, tout le reste devra leur sembler plutôt acceptable, en tout cas plus rationnel et plus démocratique.¹

Les attentats de Paris du mois de janvier 2015 doivent être pensés à la fois dans la gestion par le pouvoir et dans sa généalogie. De tels événements posent le problème de la société dans laquelle nous vivons. Ils posent la question de la politique de l'État français dans le cadre de la globalisation capitaliste : son action militaire, ses implantations industrielles, ses ressources minières, sa politique sociale, sa politique sécuritaire. Autrement dit, quelle est la place de l'État français dans le système-monde capitaliste ? Comment cette insertion modèle-elle la situation sociale intérieure ?

En posant autrement que ne le font les politiciens et les médias dominants les questions à la suite de ces événements, une autre pratique de l'action politique pourrait peut-être émerger.

¹ G. Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Première édition aux éditions Gérard Lebovici, Paris 1988.

1. L'indignation sélective

1.1. Le sept janvier, deux personnes armées se livrent à un attentat meurtrier dans les locaux du journal Charlie hebdo.

Le surlendemain, une autre personne attaque un supermarché casher et pratique une prise d'otages. Une policière a été tuée la veille de l'attaque du supermarché ; elle aurait été victime du preneur d'otage.

Après une traque, l'assaut est donné par les forces d'élite de la police et de la gendarmerie contre les deux terroristes de Charlie Hebdo retranchés dans une entreprise et contre le troisième retranché dans le supermarché casher. Le bilan est de vingt personnes tuées dont les trois auteurs supposés des attentats.

1.2. Ces trois actions meurtrières furent une horreur outre pour les personnes tuées, pour les blessés survivants des massacres, pour les proches des victimes, pour les témoins.

L'émotion fut communiquée à ceux qui à la radio assistèrent à la spectacularisation des drames, traques comprises avec mises à mort des meurtriers.

On imagine sans peine l'effroi suscité par les bombardements des puissances dominantes (France, USA, Grande-Bretagne, Israël,...), les massacres par drones (mises à mort hors décision de justice) avec les « dommages collatéraux » en Afghanistan, Yémen, Irak, Pakistan et ailleurs. On imagine aussi la vie quotidienne des habitants de Gaza sous le feu de l'armée israélienne (sans parler de l'état « ordinaire » de blocus imposé par l'état israélien, approuvé par la dite « communauté internationale »).

Combien de morts sur le chemin vers la Méditerranée ? Combien de morts en Méditerranée au large de Lampedusa ou d'Algésiras ? Morts qui furent coupables de fuir un monde de guerres, de famine, mais aussi coupables d'être nés sur la rive sud de la Méditerranée.

1.3. En France, un jeune homme, Rémi FRAISSE, a été tué sur le site du barrage de Sivens. Selon l'enquête de la gendarmerie, le gendarme qui a lancé la grenade offensive n'aurait pas commis de faute professionnelle. Le gouvernement fut silencieux pendant 48 heures.

Le 3 février 2015, le ministre de l'intérieur auditionné au sujet de la mort de Rémi FRAISSE pointe la violence des «nouvelles formes de contestation sociale.»

1.4. Les responsables des morts de jeunes des cités populaires furent l'objet de l'indulgence judiciaire ou sont encore en attente de jugement.

Pour les deux morts de Clichy sous bois, Zied BENNA (17 ans) et Bouna TRAORÉ (15 ans), morts dans un transformateur à la suite de poursuites policières, le procès des présumés responsables devrait s'ouvrir en mars 2015, soit dix ans après les faits.

Des comparutions immédiates sanctionnent pourtant sévèrement des faits beaucoup moins graves.

2. Antisémitisme (antijudaïsme serait plus précis) et sionisme

2.1. L'antisémitisme nazi fut une politique qui s'est déclinée par des violences commises notamment par les Sections d'Assaut du parti nazi avant la prise de pouvoir par Hitler, puis par une législation (interdictions professionnelles, interdictions des «mariages mixtes»,...) et enfin par des exécutions massives et systématiques (génocide).

Le génocide des Juifs d'Europe est politique. Les déportés juifs comme les autres déportés sont des déportés politiques.

2.2. Attaquer un magasin juif (comme un magasin arabe) est aussi un acte politique. La catégorisation des personnes par leur pratique religieuse/ leurs convictions religieuses juives est doublement criminelle car elle mine le travail militant d'explication concernant la Palestine. Travail qui dissocie avec raison judaïsme (religion, bien que des personnes se disent juives ET athées) et sionisme (doctrine politique).

2.3. Mais cette dissociation se heurte aussi à la pratique de l'état d'Israël. Ne se dit-il pas «Etat du peuple juif » même si les Juifs en Israël sont moins nombreux que ceux qui se considèrent tels et demeurent à l'étranger ? Pourquoi Israël n'est-il pas l'état de ses habitants ?

En Israël-Palestine, le statut de juifs permet par exemple d'acheter des terrains considérés comme propriété du seul peuple juif ; en Cisjordanie, l'établissement dans les colonies (avec les routes spécifiques, des ravitaillements en eau spécifiques, des prix attractifs...) est réservé aux Juifs.

Être juif en Israël signifie être un citoyen privilégié qui jouit des prérogatives refusées à ceux qui ne sont pas juifs et particulièrement aux Arabes. [...]

J'ai conscience de vivre dans l'une des sociétés les plus racistes du monde occidental. Le racisme est omniprésent, mais en Israël on le trouve dans l'esprit des lois, on l'enseigne dans les écoles, il est diffusé dans les médias. [...]

Israël est devenu une référence particulièrement prisée par une majorité de mouvements d'extrême droite dans le monde dont jadis l'antisémitisme était bien connu.²

Les Français juifs ne peuvent être tenus responsables de la politique de l'Etat d'Israël. Que signifie la venue du premier ministre israélien appelant les Français juifs à émigrer en Israël ? Que signifie l'enterrement des victimes juives de l'attentat en Israël ? Qui fabrique la confusion, l'instrumentalisation ?

Le sionisme a besoin de l'antijudaïsme (antisémitisme), réel ou supposé.

2.2. Mais le mode d'action n'est pas séparable des fins poursuivies.

Pour soutenir les Palestiniens dans leur volonté de vivre en Palestine (au sens de la Palestine mandataire) il faut poser la question de l'égalité entre les habitants de la Palestine mandataire, juifs et arabes en particulier. « L'égalité sinon rien » écrivait Edward SAÏD). La revendication de l'égalité s'oppose à la discrimination sioniste.

Catégoriser une population comme juive pour un acte discriminatoire voire criminel revient à s'inscrire, comme le sionisme, dans une démarche ethno-religieuse.

3. De l'usage de la peur

3.1. La «stratégie de la tension» en Italie était pratiquée dans les années 1960 à 1980 afin de faire désirer par la population un régime fort. Des massacres eurent lieu dans des lieux publics : banque, gare... L'attentat dans une banque de la place Fontana à Milan en 1969 fut attribué aux anarchistes. La suite allait montrer le rôle de l'extrême-droite alliée aux services secrets, à l'armée et à l'OTAN. Les attentats visant le public furent l'oeuvre de l'extrême-droite.

3.2. Après la stupéfaction, après l'indignation suite à l'attentat contre Charlie Hebdo, après le conformisme massifié par les médias et les «réseaux sociaux» se met en place et s'affiche : «Je suis Charlie».

² S. Sand, *Pourquoi j'ai cessé d'être juif*, Paris, Flammarion, 2013.

L'attentat contre le journal Charlie hebdo a suscité déjà de nouvelles dispositions juridiques. « On » a regretté de ne pas pouvoir arrêter des personnes qui n'ont commis aucun délit mais que l'on suppose avoir telle ou telle pensée susceptible de passage à l'acte. « On » a appelé aussi à un renforcement des forces de police, voire de l'armée.

Un présumé engagé auprès des « djihadistes » a écopé de six ans de prison. Mais les Français qui effectuent leur service militaire dans l'armée israélienne n'ont pas droit à des condamnations. Deux poids, deux mesures ? Il est vrai que les armées française et israélienne effectuent des manoeuvres communes. Les deux États ont-ils des intérêts communs ?

Le terrorisme renforce l'État et donc l'ordre social dominant.

Dans les démocraties de marché il vaut mieux un assentiment largement partagé par une grande partie de la population à l'occasion d'une émotion pour mettre en place un état d'exception.

Unanimité donc pour dénoncer le terrorisme de groupes armés (encore peut-on se demander si les frères KOUACHI étaient insérés dans un groupe, vu leurs allées et venues après l'attentat, leurs « négligences », comme celle de laisser une pièce d'identité dans le véhicule), mais pas de dénonciation concernant le terrorisme des États dominants : USA, France, Grande-Bretagne, Israël notamment.

3.3. La peur du terrorisme permet de rassembler les craintes sociales devant les difficultés de l'existence et de les dépasser par un point de fixation : le terrorisme justement. Mais la société capitaliste est de façon permanente en crise. Il ne s'agit pas d'un moment, d'un passage, mais bien d'un état permanent. *Le manifeste communiste* signalait cette constante mutation du capitalisme avec ses conséquences sociales et existentielles.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales. [...] Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement. Tous les rapports sociaux immobilisés dans la rouille, avec leur cortège d'idées et d'opinions admises et vénérées se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant même de se scléroser. Tout ce qui était solide, bien établi, se volatilise, tout ce qui était sacré se trouve profané, et à la fin les hommes sont forcés de considérer

d'un œil détrompé la place qu'ils occupent dans la vie, et leurs rapports mutuels.³

3.4. Dès le 7 janvier dans l'après-midi, l'État français a orchestré l'indignation puis il l'a canalisée vers une manifestation derrière le président et le gouvernement français qui pratiquent la guerre en de nombreux points de la planète. Les responsables de l'UMP étaient là, ainsi que NÉTANYAHOU, CAMERON, MERKEL et bien d'autres : BONGO, ORBAN, PEROCHENKO...

Des manifestants, légitimement indignés par les attentats des jours précédents, étaient conduits par des chefs d'ÉTAT qui pratiquent le massacre contre d'autres peuples, voire contre leur population, ou l'asservissent pour les profits des multinationales. Les représentants des États qui décimèrent la population irakienne au temps de l'embargo puis de la guerre du Golfe et ses suites étaient là.

NETANYAOU, le responsable des massacres des Palestiniens de Gaza, ses ministres LIBERMAN et BENNET étaient là, mais aussi le premier ministre français qui avait interdit des manifestations contre ces massacres.

Les attentats meurtriers ont servi le gouvernement français : la situation sociale est occultée ; la politique de guerre de la France à l'extérieur également. La globalisation capitaliste a été soutenue par la présence de manifestants derrière les seigneurs (saigneurs) du monde.

4. Unité nationale nous voilà

Le totalitarisme s'assignait pour but de produire un corps social intégral, parfaitement soudé, saturé de coutures, c'est à dire une société sans sujets, sans conflit ni diversité, immédiatement mobilisable dans son intégralité. Or, c'est à certains égards ce même but que la société de contrôle, à laquelle nous consentons quotidiennement, est tentée, en vertu de sa structure propre, de poursuivre [...].

De quelle anormalité nous sommes-nous accommodés ? Quelle est la bizarrerie de notre normalité ? Quelle sera l'inouï sous lequel les temps futurs, s'il y en a, poursuivront les temps actuels ?⁴

³ K. Marx, *Le manifeste communiste*.

⁴ C. Lagandré, *La société intégrale*, Paris, Climats-Flammarion, 2009.

4.1. Il n'a fallu que quelques heures et peut-être aussi quelques réactions hostiles à la politique étrangère de l'Etat français (Jean Paul DUBOIS ancien président de la ligue des droits de l'homme par exemple « Ce que nous laissons faire là-bas, nous le récoltons ici »), pour que le président HOLLANDE orchestre l'air de l'unité nationale – comme en un écho de l'union sacrée qui mena aux destructions humaines sociales et matérielles de la première guerre mondiale. On remarquera comment le discours commémoratif est un discours contemporain, au présent.

Le président HOLLANDE a perçu le danger d'une contestation de sa politique étrangère à la suite du premier attentat.

Les médias entretenaient l'émotion jusqu'à l'assaut final, le président s'est posé en sauveur de la nation. Sa politique ne devait pas être remise en cause ; Hollande « gérait » l'attentat. Il convenait de rester dans l'émotion.

Le sentiment légitime d'indignation dû à ces trois attentats fut alimenté en récits émouvants, ce qui conduisit le public qui ne parvenait pas à tourner le bouton à ne pas penser les événements, à ne pas s'interroger sur la généalogie de ces événements dramatiques et meurtriers, ni sur la politique de l'État français. Certains se mirent à attendre ardemment la mise à mort des meurtriers. Plus tard ils applaudirent la police qui n'avait pas neutralisé les meurtriers mais qui les avait abattus, empêchant tout procès.

4.2. D'une union sacrée à l'autre

L'union sacrée de 1914 qui jette les ouvriers et les paysans français dans le chaudron dévastateur de la guerre apporte une lumière à l'unité nationale du 11 janvier 2015.

Malgré l'existence d'organisations puissantes considérées comme antagonistes au système capitaliste en France et surtout en Allemagne, les unions sacrées de 1914 se sont opérées, à l'exception des syndicalistes révolutionnaires et aux futurs spartakistes allemands et de quelques autres révolutionnaires.

Il convient de rappeler le rôle du parti socialiste SFIO (fondé en 1905) d'abord puis ceux des partis socialistes SFIO (section française de l'internationale ouvrière) et du parti communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) fondé en 1920 dans l'intégration du prolétariat dans la République.

L'union sacrée de 1914, comme l'unité nationale, peuvent être analysées comme des réussites sur le plan de la spectacularisation (avec les moyens spécifiques à chaque événement) et sur celui de la mise en discours de fragments décontextualisés. Dans les deux cas il s'agit d' « oublier » les antagonismes de classes, en France et dans le monde.

Dans les deux cas la mobilisation a été soufflée par le pouvoir au nom d'un universalisme eurocentrique sur deux notions : la nation et la République.

Ces deux notions sont consubstantiellement en crise du fait de la globalisation ; elles appartiennent au langage des dominants qui tentent de faire passer leurs intérêts de classe pour l'intérêt de l'humanité.

Héritier de la social démocratie, le Front de gauche a rallié l'unité nationale de 2015, renforçant le clivage entre les nationaux et les étrangers vivants en France. (Il était déjà prêt notamment avec la campagne présidentielle de 2012 aux accents de 1789).

5. La « mondialisation » et les guerres du 21e siècle

Au fur et à mesure que le capital accumule et qu'il se construit, le capital rejette, expulse, détruit.⁵

Les éléments pour tenter d'interpréter les actes des « terroristes » de Paris ne sont pas à chercher dans l'exégèse du Coran. C'est dans la situation sociale et politique nationale et internationale, actuelle et dans la longue durée que l'on doit chercher à situer leurs actes.

Derrière le mot de « mondialisation » employé pour désigner la globalisation capitaliste, il y a un évitement et donc une production idéologique. La mondialisation est liée intrinsèquement au capitalisme ; la globalisation est une phase nouvelle, contemporaine. En « omettant » la mondialisation comme mode de développement du capitalisme, l'idéologie dominante tait les « grandes découvertes » des continents extra-européens qui amenèrent génocides, esclavages, déportations et colonisations, travail forcé et famines. Ainsi est caché le mécanisme même du capitalisme qui conjugue

⁵ J.M. Vincent, *Critique de l'expertise sociale*, in «multitudes», Futur Antérieur 33-34, 1996 (<http://www.multitudes.net/Critique-de-l-expertise-sociale/>).

dépossession et accumulation du capital, guerres, destructions et nouvelles constructions.

Ce continuum de l'histoire du capital doit être nié par les tenants du capitalisme dit néo-libéral. Pour le pouvoir (et les « adversaires » qui lui sont liés) nommer mondialisation ce qui est globalisation capitaliste fait partie du combat pour la domination et l'exploitation. Et ce point de vue des vainqueurs de la lutte sociale se poursuit encore.

Si l'on est amené à s'interroger sur l'absence de sens de notre société (relancer la croissance ? Pourquoi ? Pour quels besoins ? Par quels moyens ?) si ce n'est in fine pour la relance de l'accumulation infinie du capital avec ses corolaires, exploitation et profits, le pouvoir nous objectera que le danger immédiat est le terrorisme et que ceux qui le pratiquent se retranchent de la civilisation, voire de l'humanité.

Un tel retranchement justifie – selon les dominants – les mesures « exceptionnelles » d' Abu Ghraib et de Guantanamo (rappelons la torture dans les colonies, dans les États que la France soutient aujourd'hui). Au nom de la civilisation les dominants de la planète se livrent à des pratiques non-conformes au droit élémentaire : toute personne ne peut être détenue sans jugement ; celui-ci doit intervenir assez rapidement – sans parler des conditions dégradantes de la torture.

Certains États, notamment d'Afrique ou du Moyen Orient, possèdent dans leur sol des matières premières que la France et quelques autres États capitalistes dominants jugent indispensables pour leur « croissance ». Grâce à un contrôle de la population efficacement assumé par le « matériel et le savoir faire » que vantait la ministre de la dite défense ALLIOT-MARIE aux temps des émeutes tunisiennes, ces états peuvent fournir également une main d'oeuvre disciplinée permettant de reconstituer des taux de profit que la vieille Europe encore trop peu libéralisée ne peut plus offrir (700 entreprises dont françaises – dont Renault – sont implantées au Maroc).

Richesses naturelles et main d'oeuvre soumise valent bien quelques guerres, quelques répressions dont les médias ne parleront pas, bref des interventions de simple « police internationale » avalisées ou non par l'ONU.

Les dictatures mises en place après les indépendances par la puissance coloniale se sont parfois trouvées contestées. Un soin plus

attentif est nécessaire pour entretenir le chaos en prétendant y mettre fin. Françafrique la famille (est) recomposée comme le titre l'un des ouvrages de l'association survie.

L'OTAN en Afghanistan, les USA en Irak, l'armée française en Côte d'Ivoire, en Libye, dans cinq pays du Sahel sous le dispositif Barkhane et ailleurs. C'est le visage des guerres impériales du 21e siècle.

Revenus au pouvoir, les socialistes ont retrouvé la ligne MITTERRAND qui fit merveille, de la guerre d'Indochine à la première guerre du Golfe en passant par l'Algérie, le Burkina Faso, la Nouvelle Calédonie et le Rwanda.

Des mises en scènes (parfois aimablement fournies par les « djihadistes » mais pas seulement) se poursuivent pour justifier aux yeux de l'opinion publique les interventions armées.

Les morts, les blessés, les personnes déplacées, la ruine des moyens de vie, voire de survie ne sont que l'envers d'un développement du capital. Les sociétés occidentales fournissent les armes, s'approprient des richesses ainsi que des marchés de la reconstruction, s'emparent des domaines d'activités privatisés (à l'époque, le ministre des affaires étrangères Alain JUPPÉ se félicitait que les sociétés françaises aient acquis 25% des ressources pétrolières en Libye après l'intervention française).

Les bombardements ouvrent la brèche par où pénètre le capital. C'est la nouvelle guerre sainte du capital du capitalisme impérial et globalisé camouflée en guerre pour la civilisation. En 1914 aussi, les propagandes allemande et française parlaient de la guerre pour la civilisation, pour le droit.

Au cours du dernier siècle, tous les instruments de surveillance des personnes ont été présentés comme ne visant qu'une partie de la population. Plus tard, la mesure a été étendue à toute la population. Ainsi la carte d'identité... Demain Internet...

5.2. Les damnés de la terre, Frantz FANON

De la violence

[...] sur le terrain, tous les discours sur l'égalité de la personne humaine entassés les uns sur les autres ne masquent pas cette banalité qui veut que sept français ou tués au col de Sakamody soulèvent l'indignation des consciences civilisées tandis que « comptent pour du beurre » la mise à sac des douars Guergour, de la dechra Djerah, le massacre des populations qui

avaient précisément motivé l'embuscade. Terreur, contre-terreur, violence, contre-violence... (p. 48)

Ce travail colossal qui consiste à réintroduire l'homme dans le monde, l'homme total, se fera avec l'aide décisive des masses européennes qui, il faut qu'elles le reconnaissent, se sont souvent ralliés sur les problèmes coloniaux aux positions de nos maîtres communs. (p. 62)

Conclusion

Voilà des siècles que l'Europe a stoppé la progression des autres hommes et les a asservis à ses desseins et à sa gloire ; des siècles qu'au nom d'une prétendue «aventure spirituelle» elle étouffe la quasi-totalité de l'humanité. [...]

Cette Europe qui jamais ne cessa de proclamer qu'elle n'était inquiète que de l'homme, nous savons aujourd'hui de quelle souffrances l'humanité a payé chacune des victoires de son esprit. [...]

Il y a deux siècles, une ancienne colonie européenne s'est mise en tête de rattraper l'Europe. Elle y a tellement réussi que les Etats-unis sont devenus un monstre où les tares, les maladies et l'inhumanité de l'Europe ont atteint des dimensions épouvantables. [...]

C'est au nom de l'esprit, de l'esprit européen s'entend, que l'Europe a justifié ses crimes et légitimé l'esclavage dans lequel elle maintenait les quatre cinquièmes de l'humanité.⁶

6. La liberté d'expression

Habilement le concept de liberté d'expression a été brandi. Une partie de la bourgeoisie intellectuelle qui semble craindre d'être en voie de prolétarisation s'est mobilisée « pour Charlie » en qui elle trouvait une valeur occidentale, donc supposée universelle, face à l'Islam qui serait la référence des prolétaires des banlieues populaires. Référence en grande partie fantasmée comme les émeutes de 2005 l'avaient montrée.

Ce thème de la liberté d'expression a été développé par la droite et par la gauche. La gauche gouvernementale, convertie au fondamentalisme du marché, et la droite ne tolèrent pourtant pas la

⁶ F. Fanon, *Les damnés de la terre*, édition François Maspero, Paris, Première édition 1961.

liberté d'expression pour une pensée remettant en cause le système capitaliste.

Dans les médias, il y a un implicite : se situer à l'intérieur du système capitaliste. Nous voilà ramenés à ce qui est censé être un des socles de la démocratie de marché (la liberté d'expression), alors qu'un autre socle n'est pas cité : la liberté d'exploiter.

Mais quelle liberté d'expression ont les salariés sur leur lieu de travail à propos de leurs conditions de travail, sur le type de produit fabriqué, sur les conséquences sanitaires, sociales, politiques et humaines de leur travail ? A quelle logique sont contraints les travailleurs dans le secteur du tertiaire dans leur relation avec le client, avec le public, avec l'utilisateur ? Peuvent-ils remettre en question cette logique ? A quel prix pour eux, pour les autres ?

De quelle liberté dispose celui qui n'a comme moyen de subsister que de vendre son temps, ses capacités contre un salaire ?

Quelle est la liberté des habitants des quartiers populaires soumis à la dégradation en vue d'attendre le moment favorable pour une "rénovation" en faveur des promoteurs et des propriétaires ?

Quelle liberté face à la rénovation » qui entraîne le départ vers de nouveaux lieux plus éloignés, plus étroits, sans liens sociaux ?

Quelle liberté pour les habitants des quartiers soumis à la gentrification et forcés de partir à cause de la hausse des loyers ?

La liberté d'expression ? Si l'on condamne les attentats peut-on dire pour autant que nous ne sommes pas Charlie, que nous sommes en désaccord avec le contenu de Charlie ?

La « manifestation pour la liberté d'expression » se transforme en son contraire.

Peut-on rire de tout ? En 2007, le ministre de l'intérieur Nicolas SARKHOZY avait répondu « oui » lorsqu'il avait témoigné (ainsi que le premier secrétaire du parti socialiste François HOLLANDE) en faveur de Charlie hebdo, alors poursuivi au sujet des caricatures de Mahomet. Pourtant SARKHOZY devenu président a poursuivi le manifestant qui reprenait sur une pancarte les propos du dit-président « Casse-toi pauvre con ».

Peut-on rire des onze millions de personnes assassinées par les nazis dans les camps d'extermination, dans les camps de concentration et dans d'autres lieux ?

7. La République

7.1. L'idéologie républicaine nie la lutte de classes qu'elle maintient dans l'impensé. La classe dominante, elle, pratique la lutte de classes mais ne s'en réclame pas toujours ouvertement. Elle préfère dire liberté d'entreprendre à liberté d'exploiter, libéralisation du travail à précarisation maximum ou disponibilité au capital.

La République a pratiqué la colonisation, le code de l'indigénat, le travail forcé. La seconde république a massacré les ouvriers parisiens en juin 1848, la troisième république naissante les Communards en 1871. Des mouvements sociaux furent réprimés par des ministres républicains (CLEMENCEAU, DORMOY pour la troisième République, Jules MOCH pour la 4e).

La République a désintégré culturellement et souvent psychologiquement les enfants d'immigrés en leur faisant rejeter la langue de leurs parents comme elle l'avait fait pour les enfants de France, en les coupant souvent de la langue (appelée avec mépris Patois) de leurs parents, ou en les coupant de leur mode d'être.

L'école de la République a coupé les enfants des prolétaires de leurs racines sociales, leur a inculqué l'histoire des vainqueurs de leurs ascendants.

Le système de la méritocratie (en fait la sélection sociale) a développé la concurrence entre les élèves et traumatisé les non-sélectionnés.

Certes la société dite de consommation a aussi joué un rôle désintégrateur.

La République fonctionne sur le mode de l'illusion religieuse : de même que tous les Chrétiens étaient égaux devant Dieu, tous les citoyens sont égaux devant la loi. Cette égalité s'incarne les jours d'élection, dans l'isoloir : c'est l'isolement de l'individu qui, dans la République, fait de celui-ci un citoyen. La simple somme de tous ces individus isolés, accomplie dans l'élection, constitue la République. Autrement dit, la désintégration de toute communauté concrète entre ces individus fonde la communauté abstraite de la politique. [...]

Quelle élection mettra fin à la désintégration urbaine et rurale, à la misère psychologique, à la manipulation médiatique des foules solitaires, à l'exploitation sans cesse plus brutale de la main d'oeuvre, à l'exode et à la

délocalisation mondiale des individus, à la falsification industrielle de l'air qu'on respire, de l'eau que l'on boit et de la nourriture qu'on avale ?⁷

8. La question sociale.

Pourquoi être Charlie ? A qui la virulence islamophobe plait-elle ? Derrière l'islamophobie il y a le rejet d'une séquence de l'immigration en France: l'immigration coloniale, principalement maghrébine, détestée pour cause d'insurrection, puis l'immigration post-coloniale. Les deux immigrations ont fourni une part importante du prolétariat.

8.1. En France, le chômage actuellement imposé (amorcé en fait depuis 40 ans et toujours en progression) n'est plus « simplement » un volant de main d'oeuvre destiné à faire pression sur les salaires des « actifs » même s'il l'est encore en partie. Le chômage en France est lié à un redéploiement du système capitaliste au niveau mondial.

Avons-nous mesuré les conséquences de la désindustrialisation ou plutôt la division internationale du travail dans le cadre de la globalisation ?

La nouvelle division internationale du travail se caractérise par une haute qualification, conception, gestion, pour les pays occidentaux dominants, et emplois industriels pour les pays dominés.

Les nouveaux types d'emplois sont destinés aux non-méritants de la République : gardiennage, nettoyage, corps de répression (police et armée). La sélection par l'échec fait intégrer aux dominés que leur échec n'est dû qu'à eux-mêmes, les savoirs de l'école, les notes étant, si l'on en croit l'idéologie dominante, rigoureusement neutres et objectives.

En France une humanité considérée comme «superflue» par le système capitaliste se consume. Une humanité détruite dans sa culture d'origine, détruite par les institutions de la République qui a détruit les valeurs qu'elle prétend incarner alors qu'elle incarne le règne du capital (on veut revenir à la 3e République, fondée sur une alliance de classe avec l'Allemagne de Bismark vainqueur de la guerre de 1870, qui libéra rapidement les soldats français prisonniers pour qu'ils participent à l'écrasement de la Commune).

Sans parler de la destruction de certaines valeurs populaires d'entraide remplacées par la concurrence.

⁷ A. Dell'Umbria, *La rage et la révolte*, Marseille, Agone, 2010, pp. 147-148.

8.2. A la radio on parle du quartier «qui a produit Coulibaly». Mais qui produit *le* quartier ?

Ce n'est pas un quartier qui produit une personne. Pas un quartier seulement. Un quartier fait partie de divers ensembles qui s'interpénètrent et sont hiérarchisés. Ces divers ensembles sont notamment des territoires qui sont structurés par des flux notamment financiers qui relèvent de l'attractivité du territoire : valorisation du capital et/ou consommation de plus value.

La société capitaliste détruit les espaces antérieurs et crée ses espaces en fonction du profit qu'ils pourront générer. Le quartier populaire en Europe occidentale est essentiellement structuré par le logement social. Le quartier populaire est donc le lieu où habitent ceux qui ont plutôt de bas revenus, voire sont dans une situation d'extrême pauvreté liée au chômage, au travail à temps partiel contraint ou au contrat à durée déterminée, aux travaux intérimaires... Le quartier populaire n'est pas intéressant pour la spéculation immobilière s'il reste populaire.

La municipalité peut en négliger l'entretien, les services peuvent se raréfier, les bâtiments se dégrader. A terme les promoteurs pourront investir à bas prix pour des habitants de meilleur standing. La « rénovation », la « mixité sociale », le « désenclavement », sont les sésames de la gentrification et donc l'expulsion des catégories populaires.

C'est donc bien à une opération de peuplement que veut recourir le premier ministre. On ne peut s'empêcher de penser aux colonies de peuplement qui affectèrent l'Algérie ou qui ont affecté et affectent encore la Palestine.

Le gouvernement parle d'égalité de territoire dans le cadre du capitalisme globalisé qui repose justement sur la concurrence des territoires donc sur la fragmentation et la hiérarchisation.

Cette humanité des quartiers populaires est mise à mal car elle ne trouve pas d'espace où se réaliser ; elle est détruite par la stigmatisation qui la renvoie à son «origine» par l'école, par les institutions, par l'entreprise, par la ville. Certains membres de cette humanité sont détruits même dans leur capacité à entrer en relation avec les autres. Des êtres détruits qui à leur tour détruisent et quelquefois tuent.

Mais cette humanité n'est pas homogène sur le plan des origines même si elle est stigmatisée sur la supposée appartenance religieuse ou sur le plan « ethnique ».

Son homogénéité est constituée par sa situation sociale : demandeurs d'emploi, précaires ou souvent employés dans des travaux déqualifiés et dévalorisants humainement, travailleurs de petits boulots. Autrement dit des personnes exposées aux risques de la misère, aux risques sanitaires. Bref une frange de la population en proie à l'insécurité sociale.

9. Le grand effondrement

L'aliénation du politique s'illustre autant par le recours aux attentats meurtriers que par le recours à l'unanimisme émotionnel.

Derrière l'émotion il y a la peur qui entraîne une régression psychologique, intellectuelle, politique. La peur est un instrument du pouvoir.

Les « terroristes » recourent à la mise à mort comme méthode politique. Cela exige un minimum d'analyse politique et une condamnation politique.

Le large consensus de la condamnation des actes meurtriers est utilisé par l'État pour bâtir un nouveau conformisme. Toute critique de la politique de l'État sera accusée sinon d'être le fait de partisans du « terrorisme » ou du moins de faire leur jeu.

Les processus mis en place pour la surveillance seront appliqués pour tous ceux à qui le système-monde capitaliste ne semblent pas le meilleur des mondes possibles. A quoi et à qui serviront les fichiers ?

Le « terrorisme » est utilisé par l'état pour une pratique de contrainte idéologique. Qui osera dire que l'unité est fausse ? Que tous ceux que les attentats indignent ne sont pas des soutiens des guerres que mènent la France ?

La réaction face à de tels actes doit être inscrite dans une démarche politique ; elle doit être pensée et non dictée et surtout pas par le pouvoir car c'est lui qui porte, en premier, la responsabilité de tels actes et c'est pour son profit qu'il récupère l'indignation.

On ne peut que dénoncer les fausses unités, donner une intelligibilité de ce qui s'est passé sans tomber dans le soutien à l'État au service du capitalisme globalisé.

Les actions meurtrières de Chérif KOUACHI, de Saïd KOUACHI et d'Amedy COULIBALY n'ont rien à voir avec une lutte pour l'émancipation sociale et humaine. Ce mode d'action ne fait pas avancer la pratique et la conscience collective des travailleurs (« actifs » ou non) face à la domination capitaliste. Il est une forme désespérée et meurtrière d'une impuissance et d'une décomposition sociale et politique. En cela la société française est responsable. Cette forme n'a-t-elle pas été empruntée aussi par l'« oubli » des luttes sociales menées par les travailleurs immigrés ? Quelle transmission des luttes ? Comment est-on passé des « travailleurs immigrés » aux « sans papiers » ?

On se souviendra de l'interview recueillie à Vaulx en Velin de Khaled KELKAL auprès d'un sociologue allemand et publiée dans le journal français « Le monde » en date du 7 octobre 1995. Khaled KELKAL était suspecté d'avoir préparé un attentat qui devait avoir lieu sur la ligne TGV Paris-Lyon. Ces propos témoignaient du problème de la société française vis à vis de jeunes arabes venus dans leur petite enfance en France.

La révolte des banlieues de 2005 avait montré une décomposition sociale dans les dites banlieues, décomposition sociale mais aussi politique. Ces émeutes ne furent en aucun cas inscrites dans un mouvement social plus ample ni reconnues dans leur signification spécifique par la gauche, PC, PS et même par l'« extrême gauche ». Pourtant il est important de noter que ces émeutes ne se réclamaient pas de la religion et que les imams chargés de suppléer la police avaient été remis à leur place par les émeutiers. Une fatwa avait été lancée contre les dits émeutiers ; elle les avait laissés de marbre ; les « défenseurs de la laïcité » n'avaient pas trouvé à redire puisque cette fatwa allait dans le sens de l'ordre capitaliste.

La loi de 1955 promulguée au cours de la guerre d'indépendance algérienne, puis ravivée en Nouvelle Calédonie sous la présidence de MITTERRAND instituait le couvre-feu pour les « Français musulmans ») fut réactivée par le premier ministre DE VILLEPIN. Cette réactivation n'avait pas ému la gauche qui tenait elle aussi au rétablissement de l'ordre capitaliste. Rappelons que cette loi de 1955 fut utilisée le 17 octobre 1961 sous la présidence de Charles DE GAULLE. Ce jour-là une manifestation pacifique d'Algériens fut réprimée. La répression fit plus de trois cents victimes en plein Paris.

Le préfet de police était Maurice PAPON et le premier ministre Michel DEBRÉ.

En janvier 2015, le jeune Lassana BATHILY qui a sauvé la vie à dix personnes au supermarché casher aurait déclaré « Je n'ai pas sauvé des Juifs, j'ai sauvé des hommes ». C'est un prolétaire du commerce en France et aussi musulman, Malien, qui a donné par son action une autre vision de l'humanité de l'humanité restreinte que les dirigeants politiques français veulent nous imposer.

10. Un autre possible ?

10.1. Sans doute nous faudra-t-il un peu de temps pour prendre la mesure du grand effondrement causé par les attentats et l'instrumentalisation qui en a été faite. On notera le zèle avec lequel sont poursuivis ceux qui s'écartent du défilé « républicain ».

Dans les établissements scolaires c'est le conseil de discipline. Quelle confiance des élèves peuvent-ils avoir dans certains enseignants qui face à une opinion dérangeante pratiquent non le débat mais la délation ?

Les leçons de catéchisme républicain compenseront-elles les frustrations sociales ?

10.2. La faillite du président « socialiste » : Hollande fait un discours contre le terrorisme à Davos devant ceux qui font des affaires avec les malheurs de la majorité des habitants de la planète puis se précipite chez le nouveau roi saoudien, pays où se pratique la charia et qui est intervenu pour réprimer au Bahrein. L'Arabie Saoudite, le Qatar sont des fervents défenseurs de la globalisation capitaliste et ils en tirent profits par leurs investissements en particulier dans le monde arabe « libéralisé ».

Le Front de gauche cette fois encore a endossé le costume républicain. Le bonnet phrygien, si cher à la campagne présidentielle du Front de gauche, empêche de poser les problèmes en termes de luttes de classe.

Après la manifestation d'unité nationale et des dominants de la planète Hollande veut pousser son avantage : poursuivre les « réformes ».

Le premier ministre VALLS relance la gentrification avec l'appât mystificateur de la « mixité sociale » au niveau des quartiers.

L'union nationale doit être prolongée pour lutter contre l'islamisme mais aussi pour mettre en œuvre les réformes économiques et sociales (dont la libéralisation du travail).⁸

Il faut souhaiter pour la France que M. VALLS ne laisse pas passer cette « chance » économique unique que la tragédie des attentats terroristes lui offre.⁹

La catastrophe se poursuit. Hollande veut « maintenir l'esprit du 11 janvier ».

L'impasse actuelle du politique, sa transformation en technique du super-contrôle est certes un résultat de l'évolution du capitalisme lui-même, mais cela n'exonère pas les organisations de gauche syndicales et politiques de leur responsabilité.

10.3. Il s'agit de refuser la peur que le terrorisme d'un côté, le capital et l'État de l'autre veulent nous imposer.

La lutte sociale collective opposée au capital et à son État peut esquisser une autre façon de considérer l'humanité et non plus de privilégier une appartenance (religieuse, nationale ou « ethnique »). Il s'agit de chercher les moyens pour se réapproprier nos vies actuellement gérées par le capital et l'État. Cette réappropriation interpelle chacun de nous sur une position de classe qui unifie au-delà des diversités sans méconnaître les particularités et certaines contradictions résultant de la division sociale du travail.

10.4. Le système-monde capitaliste s'appuie sur quelques pays dominants : USA, GB, France, Israël, sur des alliances militaires (OTAN surtout mais pas seulement), sur des organismes internationaux (Organisation mondiale du commerce, banque mondiale, Fond monétaire international, ONU...)

L'État français participe à la politique du système-monde capitaliste : favoriser la circulation des capitaux afin de permettre de relever les marges de profit. Ce sont les États qui gèrent les rapports sociaux d'exploitation dans le cadre du système-monde. Ce système repose (et impose) une hiérarchisation mondiale qui entre en crise, d'où les « opérations de police internationale ».

Cette hiérarchisation s'inscrit également dans l'hexagone et modèle les rapports sociaux, produit un espace ; c'est pourquoi la

⁸ N. Baverez, «Hebdomadaire Le Point», 16 janvier 2015.

⁹ P.-A. Delhommais, «Hebdomadaire Le Point», 5 février 2015.

L'ospite ingrato

Rivista online del Centro Interdipartimentale
di ricerca Franco Fortini

politique « sécuritaire » -maintenir l'ordre capitaliste dominant – est à la fois intérieure et extérieure.

La théorie critique doit se développer pour clarifier les enjeux de classe ; mais c'est la critique en actes qui permettra de faire avancer la théorie et de poser les problèmes de l'émancipation sociale et humaine.

(7 janvier 2015 – 13 mars 2015)